

La Déclaration de Washington demande la poursuite de l'assistance humanitaire, des sanctions efficaces à l'encontre de la Serbie-Monténégro et la fermeture de la frontière serbo-bosniaque. On y réclame l'établissement à brève échéance d'un tribunal des crimes de guerre et l'endiguement du conflit, et on met en garde la Croatie contre la fourniture d'une aide aux forces croates de Bosnie -- comme je l'ai moi-même fait lors de mon récent passage à Zagreb.

Je tiens à insister sur le fait que la Déclaration de Washington ne constitue qu'une étape provisoire pour le Canada. Au moment même où cette question est débattue par le Conseil de sécurité, nous avons communiqué aujourd'hui avec nos représentants à New York pour veiller à ce que cette position soit fermement exprimée. La Déclaration de Washington vient appuyer le processus et le plan de paix Vance-Owen. Nous préconisons cependant une approche plus explicite et voudrions que, dans le débat menant à l'adoption d'une autre résolution, soient prises en compte les étapes devant suivre la mise en oeuvre de ce plan. Ces mesures restent d'une importance décisive pour l'atteinte d'un règlement pacifique et juste.

Les zones de sécurité prévues dans le plan d'action de Washington, surveillées par les troupes de la FORPRONU (Force de protection des Nations Unies) avec la protection de l'aviation américaine, peuvent se révéler une mesure utile à court terme à des fins de protection des populations civiles. Mais le but réel réside dans une solution équitable et à long terme. Et nous disons clairement à New York aujourd'hui que ni les Serbes de Bosnie ni les Croates ne pourront conserver des territoires conquis par la force.

Nous souscrivons sans réserve à l'endiguement du conflit. La présence de forces terrestres américaines dans l'ancienne république yougoslave de Macédoine, et l'accroissement de la présence internationale au Kosovo, constitueraient des mesures extrêmement importantes à cette fin.

Les difficultés que pose à la communauté internationale la formulation d'une approche concertée face au conflit dans l'ex-Yougoslavie et à l'infinie complexité des Balkans ne devrait pas nous inciter à renoncer à agir. Abandonner maintenant, ce serait encourager l'éclatement d'autres conflits de même nature et cela susciterait une désillusion généralisée parmi les États qui tentent, dans des conditions très difficiles, de mettre en oeuvre des réformes allant dans le sens de la démocratisation.

Le Canada a fait ce qu'il a pu, mais les défis qui nous attendent exigent une action collective. Tous les États membres des Nations Unies doivent s'acquitter de leurs responsabilités devant ce conflit, à défaut de quoi notre attitude signifiera que l'agression, la violence et la haine peuvent être tolérées, ou du